

Situation économique et sanitaire avec la pandémie de coronavirus dans l'Océan Indien au 27 mai 2022 (n°115)

Madagascar

tribune.com
MADAGASCAR

19 mai 2022



La BAD prévoit de soutenir les industries

La Banque africaine de développement (BAD) va concentrer ses interventions à Madagascar pour la période de 2022-2026 sur deux domaines prioritaires : **développement des infrastructures d'énergie et de transports** pour soutenir la croissance inclusive et le **soutien à la transformation de l'agriculture et au développement de l'industrie manufacturière**, selon le document stratégique pays de cette institution.

Pour atteindre son objectif prioritaire, la BAD compte soutenir l'industrialisation. Pour y parvenir, elle entend concentrer son action sur le renforcement de la compétitivité de l'économie et à l'amélioration de la qualité de vie en favorisant la création d'emplois, grâce à des projets de développement des infrastructures d'énergie et de transport résilientes et sobres en carbone. L'accent sera mis sur le soutien à l'innovation afin de favoriser le développement de ressources énergétiques renouvelables et d'infrastructures de transport durables.

Dans le cadre du deuxième domaine prioritaire, la BAD envisage de soutenir la création de conditions favorables à l'investissement privé dans l'agriculture et dans l'industrie pour stimuler la croissance et la création d'emplois verts et décents. Une attention particulière sera accordée au renforcement de la diversification géographique du commerce par l'intégration régionale et la promotion de l'économie circulaire dans les chaînes de valeur agricole et de technologies d'industrie verte. La BAD appuie ainsi la mise en œuvre de politiques visant à aider le pays à mieux tirer parti de l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en fournissant au marché africain des produits industriels compétitifs.

Ce document a été élaboré dans un cadre participatif comprenant les autorités gouvernementales, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement de Madagascar. La stratégie est alignée sur le Plan émergence de Madagascar dont la vision à long terme serait de faire du pays, une économie potentiellement émergente à l'horizon 2030.



Qit Madagascar Minerals (*) : La direction de Rio Tinto envisagerait de quitter Madagascar

Le sort de Qit Madagascar Minerals (QMM), l'une des 33 branches de Rio Tinto dans le monde, semble se compliquer à cause du blocage des routes qui mènent vers l'usine de Taolagnaro depuis quelques semaines. Alors qu'une forte délégation gouvernementale, composée entre autres du ministre de la Défense nationale, de la ministre de l'Environnement, du ministre de la Pêche et de l'Economie bleue et du ministre de l'Eau, est dépêchée sur place, pour tenter de résoudre les problèmes sur place, des sources concordantes révèlent que la direction de Rio Tinto serait à la recherche d'autres terrains d'investissements.

L'instauration des barrages par un groupe de 300 manifestants, rendant difficile l'accès sur le site, aurait des impacts conséquents sur cette importante société minière basée à Madagascar. Le déclin des activités n'aurait pas satisfait la direction générale qui envisagerait désormais de quitter Taolagnaro, et de s'implanter ailleurs. D'autant plus que les images véhiculées par les organisations de la société civile implantées à Madagascar, qui sembleraient avoir attisé les problèmes, pour tenter de discréditer la société, peuvent nuire à l'image de l'ensemble du groupe Rio Tinto. Dans la logique des choses, la direction générale aurait mieux faire de chercher des opportunités ailleurs là où il y a le moindre mal.

Or, si QMM quitte Taolagnaro, ce sera toute la ville et son économie qui va en pâtir à cause du confort, minimum soit-il, que cette société a pu apporter dans la ville de Fort-Dauphin depuis son installation sur place. Outre les milliers d'emplois, direct et indirect, il y a également les infrastructures et surtout l'électricité qui alimente la ville. Les autorités locales reconnaissent que cette société minière qui assure, entre autres, l'électrification de la ville et si ses activités sont bloquées, et le prolongement des manifestations pourrait avoir des impacts sur les activités économiques de la ville. Mais les manifestants ne semblent pas être conscients de cette situation.

Les 300 manifestants qui bloquent la route depuis quelques semaines sont des groupes d'individus qui n'ont aucune occupation au quotidien et qui profitent de cette situation pour, entre autres, tirer le maximum de profit auprès de la société minière, indique un responsable de l'administration. « *Pas moins de 300 autres personnes, également situées dans les environs immédiats du site de QMM, ne participent pas à cette manifestation parce qu'ils ont leur activité et ils sont conscients de l'enjeu de la situation* », indique notre source.

Mais il n'y a pas que ces communautés villageoises, conscientes de l'enjeu de l'implantation du QMM dans le Sud de Madagascar, les autorités malgaches ont finalement dépêché des membres du gouvernement pour tenter de résoudre le problème. L'une des premières missions de cette délégation gouvernementale était de libérer des éléments des forces de l'ordre séquestrés par les manifestants qui ont déjà blessé cinq autres militaires qu'ils ont

finalement pu libérer à la suite des négociations avec les autorités locales. Cette première mission a été un succès, il n'y a plus de militaires séquestrés et les négociations pourront commencer normalement, indique une source locale.

« Nous devons adopter profil bas », commente l'une des autorités locales, « si on veut tenter de résoudre le problème ». Cela signifierait alors se plier aux exigences des manifestants. Mais cette position que les autorités malgaches envisageraient de prendre risque de pousser davantage la direction de Rio Tinto à accélérer les procédures de départ de la Grande île, par dépit. Et cela pourrait constituer un grand vide pour la caisse de l'Etat et l'économie nationale basée, entre autres, sur le secteur minier.

() QMM, appartenant à 80% par Rio Tinto et 20% par le gouvernement de Madagascar, a construit une opération minière de sables minéraux près de Taolagnaro soutenue par la Banque mondiale. QMM extrait l'ilménite et le zircon.*

RAPPEL en date du 12 mai pour comprendre la situation (NDLR)

Une enquête de la Coalition Publiez ce que vous payez accable QMM

Les résultats de l'enquête menée par l'Extractives Transparency and Accountability in Madagascar (META-M) à travers la Coalition Publiez Ce que Vous Payez Madagascar (PCQVP MG) risque de mettre de l'huile sur le feu à Fort-Dauphin alors que la situation reste tendue entre les pêcheurs et QMM. Selon l'enquête de META-M 90% des 368 ménages enquêtés issus des trois communes voisines du site de la société QMM ont évoqué les mauvais impacts sur leurs vies quotidiennes de l'exploitation de QMM.

Sans ambages, la Coalition affirme que les eaux déversées contenant des produits résiduels utilisés par QMM ont des impacts sur l'environnement, causant entre autres la mort des poissons. Une situation qui aurait un impact direct sur la vie quotidienne de la population, étant donné que les autorités ont dû suspendre la pêche aux alentours du site.

META-M évoque entre autres des cas de disparition de poissons et de disparition de certaines plantes aquatiques comme les roseaux qui foisonnent auparavant sur la rivière Mahampy. Des affirmations qualifiées de gratuites, selon des sources auprès de QMM. Ces accusations reposent sur des « on dit » et des « témoignages » qui peuvent être manipulés et non des preuves tangibles, scientifiquement prouvés, affirment-elles, QMM ayant souvent mis en avant le fait d'avoir obtenu des certifications de respect de l'environnement auprès de l'Office nationale pour l'environnement (ONE) et des autorités techniques compétentes sur le déroulement de ses activités.

A Fort-Dauphin, cela fait plus d'une semaine que des groupements de pêcheurs se mobilisent pour bloquer la route qui mène vers l'usine de QMM. Ils manifestent pour réclamer notamment une réparation financière auprès de la société minière suite à la fermeture des activités de pêche dans les environs immédiats du déversoir de la société. Une décision prise par le gouverneur de la région Anosy depuis le 12 avril et qui sera maintenue jusqu'à la publication des résultats des analyses effectuées sur les eaux. Des sources concordantes affirment que les résultats des expertises seraient déjà connus mais les autorités tardent à les rendre publics. Les autorités restent en effet prudentes dans ce dossier et ne souhaitent visiblement pas avoir sur le dos ni l'une ou l'autre partie tandis que d'autres y soupçonnent des dessous politiques et financiers.

La réparation financière demandée par les pêcheurs s'élèverait à 30 000 ariary par jour, par personne, pour environ une liste de 1000 personnes et ce pour une durée indéterminée. Une demande qualifiée à son tour de chantage de la part des pêcheurs par un membre de l'administration publique ayant participé à la facilitation des négociations entre les pêcheurs et QMM.

De son côté, ceux qui bénéficient des avantages liés aux activités de QMM commencent à élever la voix et se mobilisent également. Ils ont participé à un mouvement baptisé « Ampy izay » devant l'hôtel de ville de Fort Dauphin hier, rapporte un journaliste sur place, une manifestation née à l'initiative des communautés situées aux environs de la mine (Andrakaraka, Ampasy Nahampoana, Mandromondromotra, Faradofay), notables et les aînés, les employés des contractants de QMM, les membres des syndicats, le groupement des opérateurs économiques locaux, les associations des marchands, des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs. Selon leurs dires, ils souhaitent faire valoir leur droit en tant que citoyen, pour pouvoir continuer leurs activités génératrices de revenu en toute sérénité.



INVESTISSEMENTS – Le secteur privé manifeste sa résilience et sa détermination à aller de l'avant à la Foire internationale de Madagascar

Antananarivo, 20 Mai, 10h00 – Des rescapés de la crise prêts à aller de l'avant. Malgré les rudes épreuves qu'ils ont traversées et dont ils devront encore se relever, le ministre de l'Industrialisation, du commerce et de consommation, Edgard Razafindravahy, reconnaît les efforts entrepris par les opérateurs pour le redressement économique du pays. Ils sont nombreux à être présents à la Foire internationale de Madagascar (FIM) 2022, qui se tient depuis jeudi sous l'auspice de la relance économique post-ouverture des frontières.

« Le secteur privé veut tourner la page. Les opérateurs comptent se remettre à vendre et vont au contact de la clientèle. C'est pourquoi ils s'attendent actuellement à être mis en avant et gagner en visibilité », explique Nicolas Martin le directeur général de l'agence Première ligne, la boîte qui organise la foire.

Cet enthousiasme du secteur privé est déjà perçu comme un bon signe pour les investissements à Madagascar et peut de ce fait accélérer la mise en place des zones pépinières industrielles, soutient le ministre Edgard Razafindravahy. Il admet toutefois que beaucoup reste à faire, à commencer par l'amélioration des cadres légaux, dont la Loi sur les investissements qui a fait l'objet de révision et qui passera prochainement en Conseil de gouvernement.

Il y a également les points qui sont souvent soulevés lors des dialogues public-privé comme l'accès au financement, le problème de l'énergie, l'incitation fiscale, ou encore l'indisponibilité des matériels de production, rappelle un membre du secteur privé participant à cette foire.

Plusieurs événements, comme des conférences et des actions BtoB sont programmés lors de cette foire pour traiter plusieurs sujets relatifs aux investissements à Madagascar. La digitalisation et transition numérique au cœur de l'entrepreneuriat, l'éthique dans la gouvernance du secteur privé, la contribution des aéroports y ont par exemple été abordées. Ils sont 165 exposants à être présents dans cette foire.



19 mai 2022

Afin de s'inscrire pleinement dans une transition agroécologique de l'agriculture plus résiliente et respectueuse de l'environnement, le CIRAD en partenariat étroit avec le @FOFIFA à #madagascar et tous ses partenaires de la région océan Indien, a lancé officiellement ce jeudi matin 19 mai **un nouveau dispositif de recherche et de formation en partenariat (dP) dénommé Biocontrôle-OI**. Son objectif est de faciliter les collaborations dans les domaines de la recherche et de la formation en matière de biocontrôle* et d'épidémiosurveillance** du végétal.

Le dP se structure autour de trois axes de recherche menés à l'échelle des #agroécosystèmes et des communautés et/ou à l'échelle des organismes :

- 🌱 Évaluation des priorités régionales de risques phytosanitaires (épidémiosurveillance, inventaires et diagnostic)
- 🌱 Mise au point d'innovations pour le biocontrôle (interactions multitrophiques pour la lutte biologique, écologie chimique pour la lutte biotechnique et les stratégies push-pull, biocides d'origine naturelle et stimulateurs de défense)
- 🌱 Intégration des innovations du biocontrôle au sein des itinéraires techniques et évaluation de leur performance.

Les applications porteront sur les produits de biocontrôle tels que les macro-organismes invertébrés (insectes, acariens ou nématodes) ou les micro-organismes (champignons, bactéries, virus), les médiateurs chimiques comme les phéromones sexuelles (substances chimiques produites par les insectes jouant un rôle dans l'attraction sexuelle) et les substances naturelles (substances d'origine végétale, animale ou minérale).

Ile de la Réunion

Les Nouvelles
de Mayotte
Quotidiennes Informations générales

Mardi 24 mai 2022
N° 3879 page 16

A un petit mois de l'échéance concernant l'avenir d'Air Austral, Marie-Joseph Malé, le patron d'Air Austral, a révélé à notre confrère Jean -Yves Guérin du Figaro qu'il préférerait la solution des actionnaires locaux pour la survie de la compagnie. « Une solution où nous resterions indépendants à ma préférence » A-t-il déclaré. On le sait, l'avenir d'Air Austral se jouera dans un mois suite à la « dead line » imposée par l'Europe condition sine qua non pour autoriser le gouvernement français à octroyer une rallonge de 20 millions d'euros à Air Austral qui dont le bilan pour la troisième année consécutive déficitaire. La crise Covid qui a lourdement impacté la compagnie n'est pas étrangère à ce mauvais résultat, mais ce n'est pas la seule et unique cause puisqu'avec l'arrivée des Airbus A 220 la voilà confrontée à la problématique de la maintenance et de l'exploitation de cinq types d'appareils différents ce qui représente un budget conséquent alors que si sa flotte était uniforme les coûts seraient moindres. Avec ses B 787, B 777, B 737 (refilé à sa filiale Ewa Air) ATR et Airbus A 220 on imagine les coûts de maintenance qui se révèlent carrément abyssaux pour compagnie aussi modeste. Seulement voilà le fleuron économique de la Réunion est en pleine zone de tur-

Air Austral

A un mois de l'échéance, Marie-Joseph Malé préférerait une solution "indépendante"



Le PDG d'Air Austral préférerait que les investisseurs réunionnais puissent prendre la majorité du capital, plutôt que d'autres investisseurs.

bulence et avec un endettement avoisinant les 200 Millions d'euros, redresser la barre s'avère compliqué voire impossible tant elle est au bord de la faillite mais tenue à bouts de bras par la Sémotra (argent public) mais aussi par les banques et l'Etat qui lui a consenti (comme aux autres compagnies) des prêts garantis mais qui doivent être remboursés et c'est là que la bât blesse car actuellement Air Austral n'a pas les moyens de rem-

boursier. Face à cette situation dramatique, il fallait trouver une solution et voilà qu'une idée a germé dans l'esprit du Gouvernement qui surveille l'affaire au travers du Ciri (Comité Interministériel de restructuration Industrielle) le rapprochement entre Corsair et Air Austral. Corsair ayant elle aussi quelques difficultés de trésorerie malgré son rachat par des actionnaires Antillais, le « mariage » aurait pu être prononcé rapidement mais très vite les égos ont pris le dessus car il était hors de question que des actionnaires antillais mettent leur nez dans les affaires d'Air Austral et vice versa. L'union aurait pu donner lieu à une « super compagnie » ultramarine d'autant que Corsair dessert également la Réunion. Pour l'heure cette solution a été mise de côté car un coup de théâtre est venu bousculer cette architecture. On se souvient de la sortie d'Huguette Bello présidente de la Région Réunion qui avait lancé un appel au « nationalisme réunionnais » afin qu'Air Austral ne soit pas phagocytée par une compagnie « étrangère » et garde son identité réunionnaise. Le mes-

sage a été entendu 5sur 5 par des hommes- d'affaires réunionnais dont Michel Deleflie propriétaire de Clinifutur à la Réunion. C'est visiblement lui qui mène la danse avec les autres participants sur l'identité desquels plane un secret bien gardé. Il n'empêche il est prêt à mettre 60 millions sur la table à condition que l'ardoise due à l'Etat soit effacée. Une option visiblement difficilement envisageable pour l'Etat qui pourtant a donné des milliards à fonds perdus à Air France...

L'Etat privilégierait de son côté un fonds d'investissement Tikehau Ace Capital qui pourrait racheter d'un coup Corsair et Air Austral pour 70 millions d'euros. Cette option semble privilégiée par l'Etat mais rien n'est encore figé. Il reste un petit mois pour peaufiner l'affaire afin qu'Air Austral puisse présenter un plan de redressement fiable et pérenne à la Commission européenne. En espérant que la solution « locale » l'emporte avec Deleflie et ses copains...

D.H.



À La Réunion, les défis de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique

Opérationnel à La Réunion depuis septembre 2021 avec six gendarmes, l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) va recevoir le renfort de deux policiers dès cet été. Un appui bienvenu tant les enjeux et les problématiques sont multiples dans une immense zone d'intervention qui comprend Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises. Une division de l'Office est également présente en Guyane depuis 2020, et une autre devrait ouvrir d'ici la fin de l'année dans un territoire français du Pacifique.

Ils sont bien présents sur le terrain mais peu connus du grand public. Pourtant les gendarmes de l'OCLAESP jouent un rôle essentiel. **Dans le domaine de l'environnement**, ils combattent contre les pollutions des milieux physiques, les trafics illicites de déchets et de produits phytopharmaceutiques ainsi que les trafics d'espèces protégées ou réglementées. **En ce qui concerne la santé publique**, les missions de l'Office sont de stopper les déviances médicales ou paramédicales comme l'exercice illégal des professions de santé, les infractions concernant les produits dérivés du corps humain et les trafics de médicaments.

Depuis le 1er septembre 2021, une division investigations de l'OCLAESP, en charge des enquêtes judiciaires sur les réseaux criminels organisés, est installée à La Réunion. Ce détachement, composé de six gendarmes, sera rejoint à l'été 2022 par deux policiers, vient d'annoncer la Gendarmerie nationale. « *Son champ de compétence s'étend sur toute la zone de l'océan Indien, couvrant ainsi les secteurs de La Réunion, de Mayotte et des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)* », précise-t-elle.

À La Réunion, la gestion des déchets constitue un enjeu majeur. L'augmentation du nombre de dépôts sauvages pollue non seulement les sols et les nappes phréatiques, mais elle a entraîné un nouveau phénomène : « *l'émergence de trafics visant à envoyer les déchets vers d'autres pays de la zone, notamment à Madagascar et en Inde* », constate la Gendarmerie. « *C'est sur ce point, et en lien avec les autorités locales, qu'intervient l'OCLAESP. Son travail est d'enquêter sur ces phénomènes, sur les personnes et/ou les entreprises à l'origine de ces trafics, pour y mettre un terme et faire condamner les auteurs.* »

Autres problèmes environnementaux à La Réunion : **les trafics d'espèces locales et de certaines cultures, ainsi que les trafics d'espèces animales.** Au centre de l'île, le palmiste, qui représente l'une des cultures les plus lucratives du territoire pour ses fibres et son huile, est l'arbre le plus convoité par les trafiquants, qui s'introduisent de nuit dans les exploitations. D'autres trafics concernent la pêche et le commerce illégal de bichiques, considérés comme le « caviar réunionnais ». « *Ces petits alevins, extrêmement consommés dans la nourriture locale mais dont la pêche est interdite de mars à septembre, se vendent à 80 euros le kilo. De quoi attirer les convoitises* », relève la Gendarmerie.

Plus récemment, le détachement de l'Office a remarqué un nouveau phénomène, l'importation d'oiseaux chanteurs. Emmenés de l'île Maurice, ils arrivent par vedettes rapides à La Réunion, en même temps que le « zamal », l'équivalent local du cannabis. À Mayotte, ce sont les tortues marines qui sont étroitement surveillées par les agents de l'OCLAESP. Braconnées pour leur viande, elles peuvent être vendues entre 40 et 60 euros le kilo.

Sur le volet de la santé publique, les gendarmes de l'Office ont également constaté des trafics de médicaments, généralement détournés de leur usage et des trafics de stéroïdes anabolisants en provenance ou en direction des pays de la zone. Dans ce domaine, « *ses liens privilégiés avec l'ARS (Agence Régionale de Santé) et la DRSM (Direction Régionale du Service Médical) de La Réunion ont ainsi permis au détachement de l'Office de démanteler un trafic de faux pass sanitaires mis en place par un médecin de l'île* ». Concernant les questions de la faune et la flore, les acteurs sont nombreux. « *Parmi eux, les services préfectoraux de la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), la DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt), la DMSOI (Direction de la Mer Sud Océan Indien), mais également l'OFB (Office Français de la Biodiversité), l'ONF (Office National des Forêts), le Parc national de La Réunion et les différentes réserves. Des entités qui sont une source de renseignement indispensable pour l'OCLAESP, qui travaille aussi à leurs côtés sur le terrain* », souligne la Gendarmerie.

Ile de Mayotte



Mercredi 18 mai 2022
N° 3875 page 8

Economie

La reprise se confirme à Mayotte selon l'IEDOM

L'IEDOM a tenu hier un point presse pour dresser un bilan de la situation économique à Mayotte. Les responsables de l'Institut ont confirmé que malgré les contraintes de la crise COVI et les problèmes d'insécurité qui gangrènent le 101^{ème} département.

Une activité relancée malgré un contexte sanitaire et sécuritaire impactant

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, l'économie de Mayotte en 2021 s'inscrit dans une dynamique de reprise, profitant, entre autres, de la relance de l'activité économique mondiale et de l'optimisme des acteurs économiques sur les prévisions de croissance. Ainsi, malgré un contexte sanitaire et sécuritaire toujours préoccupant, l'indicateur du climat des affaires (ICA) évolue favorablement dès le premier trimestre et se maintient à un bon niveau toute l'année. Cette bonne orientation de la conjoncture s'appuie sur une consommation des ménages qui demeure solide et sur la concrétisation d'investissements publics et privés. L'ICA ne connaît qu'une légère diminution au deuxième trimestre, tout en restant bien positionné, en lien avec un nouveau confinement aux conséquences bien moindres que celui de 2020, et avec un impact très divergent en fonction des secteurs d'activité.

Malgré un contexte inflationniste depuis la fin de 2020, le commerce extérieur enregistre une hausse sensible des importations, portée par tous les types de biens, tant ceux destinés aux ménages que ceux à l'usage des entreprises. La formalisation du marché du travail se renforce, se traduisant par une hausse du nombre d'inscriptions à Pôle emploi. L'activité globale s'améliore tout au long de l'année, plus particulièrement au premier semestre. Cette évolution bénéficie principalement aux secteurs du BTP et du commerce, tandis que les services marchands éprouvent des difficultés. Enfin, le dynamisme de l'activité bancaire se main-



L'IEDOM confirme la relance économique à Mayotte

tenir : la collecte d'épargne se renforce et le soutien du système bancaire au financement de l'économie poursuit sa croissance, mais avec toutefois moins d'intensité que lors des années précédentes.

2022 : Des perspectives économiques prometteuses dans un contexte d'incertitude

En ce début d'année 2022 marqué par la guerre en Ukraine, l'incertitude entourant les perspectives économiques est forte. Mayotte n'échappe pas à ce choc économique mais bénéficie d'une dynamique de reprise engagée depuis plus d'un an et qui devrait permettre d'en amortir les effets sur la croissance de l'activité prise dans son ensemble. Les répercussions de ce choc affecteront en revanche l'inflation comme on peut d'ores et déjà le constater par la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières.

Cette hausse des prix pourrait s'ajouter aux difficultés structurelles que rencontre Mayotte pour ses approvisionnements (disponibilité

et prix du fret). Elle pourrait être de nature à impacter le pouvoir d'achat des ménages et donc être source de tensions sociales. Elle pourrait également accroître les difficultés de trésorerie des entreprises qui n'ont pas toujours la possibilité de répercuter immédiatement les augmentations sur leurs prix de vente.

Dans ce contexte qui pourrait entamer la confiance des agents économiques, la capacité de résilience de ces derniers, maintes fois éprouvée par le passé, sera à nouveau testée.

Mayotte est le territoire de nombre de défis, sanitaires, sécuritaires, sociaux, économiques, mais les projets et initiatives pour son développement sont nombreux : projet du deuxième hôpital de Mayotte et du centre commercial dans le centre de l'île, aménagement du chef-lieu pour un montant de près de 400 millions d'euros, augmentation annoncée de 50 % du parc de logements du principal bailleur, projet de transport interurbain

CARIBUS. Les fonds européens dont l'enveloppe a sensiblement augmenté permettront notamment de contribuer au financement de nombre de ces projets d'avenir. Par ailleurs, et comme les années précédentes, les établissements de crédits joueront leur partition et participeront à cette dynamique positive. Toutefois, comme pour les autres secteurs d'activité, celui du BTP, qui portera la majorité des projets, risque d'être exposé à la hausse très probable du prix des matériaux.

Afin d'accompagner cette croissance, il apparaît toutefois encore nécessaire de renforcer l'accompagnement des entreprises, de mieux structurer les filières, d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et des services non marchands, de développer l'attractivité du territoire.

La résilience de l'économie de Mayotte devrait permettre d'entretenir la dynamique de croissance dans la tendance de celle de 2021.

(Source Iedom)

COOPÉRATION RÉGIONALE

Une stratégie internationale pour Mayotte

Et si Mayotte, petit «caillou» posé dans l'océan indien, pouvait jouer un rôle à l'échelon régional et plus encore ? C'est l'intuition de ce cadre de coopération stratégique, issue d'une délibération fondatrice du 17 octobre 2018. Trois grands axes orientent la démarche départementale : renforcer la présence et l'influence de Mayotte dans la zone par le développement d'une véritable diplomatie territoriale ; renforcer les échanges socio-économiques et culturels avec les pays voisins pour « l'enrichissement » de Mayotte et enfin renforcer les capacités du Conseil départemental pour la mise en œuvre de ce cadre stratégique.

Plusieurs exemples sont illustrés dans ce dossier : la coopération avec deux régions de Djibouti, exemple de ce qui est possible à cette échelle ; les postes de volontaires proposés dans des pays voisins ; la politique d'ouverture de bureaux de la coopération décentralisée dans plusieurs pays de la zone ; l'ouverture d'un centre d'apprentissage des langues.

Autour de ces objectifs, prennent corps plusieurs enjeux pour l'attractivité du territoire autour de la piste longue ; du développement de la ressource santé ; de la volonté d'aller vers une université de plein exercice, Mayotte pouvant réunir les conditions d'être une véritable base arrière du projet gazier au Mozambique, avec des retombées potentiellement très fortes.

BUREAUX DÉLOCALISÉS Mayotte s'installe dans la région



Dans le cadre de son plan de mandature 2015-2021, le Conseil départemental a défini la coopération parmi ses axes prioritaires. Le 17 octobre 2018, l'Assemblée départementale a adopté son Cadre stratégique de coopération décentralisée et d'action internationale. Celui-ci vise à favoriser l'intégration de Mayotte dans son environnement régional et à faire de la coopération régionale un atout majeur au service du développement du territoire et de sa population.

Une stratégie internationale pour le développement de Mayotte

L'un des priorités est de renforcer la présence et l'influence de Mayotte dans la zone par le développement d'une diplomatie territoriale. L'objectif : mieux connaître les pays voisins et se faire reconnaître pour une reconnaissance

mutuelle afin d'affirmer le dynamisme d'intégration régionale et parvenir à l'acceptation de Mayotte en tant qu'entité française à part entière dans l'océan indien-Ancis. À l'occasion de la Conférence régionale de coopération qui s'est tenue le 27 octobre 2018 à Saint-Denis de la Réunion sous l'égide de la Ministre des Outre-mer et l'Ambassadeur délégué à la coopération zone Océan indien, le Président du Conseil départemental de Mayotte faisait le constat d'une méconnaissance réciproque. Aussi, convient-il pour le Département avec l'appui de la diplomatie française de faire preuve de pédagogie auprès des instances régionales et internationales en expliquant ce que Mayotte et pourquoi elle a choisi librement de se rattacher à la France et pourquoi la France a choisi librement de se rattacher à celui de Mayotte. La seconde priorité retenue entend renforcer les échanges socio-économiques et culturels avec les pays voisins pour un apport réciproque.

L'ouverture de bureaux dans les régions avoisinantes

Le Département a instauré un programme d'ouverture de bureaux de coopération décentralisée dans les pays environnants. C'est

au regard de ces deux priorités qui sont mis en place le recrutement de Chargés de mission du Conseil départemental dans les ambassades de France de la zone et l'ouverture de représentations non-diplomatiques de Mayotte dans les pays cibles en coordination avec les partenaires économiques. Une délibération du 29 mai 2019 acte cet objectif. Trois modalités sont retenues pour la représentation de Mayotte dans les pays environnants :

La mise à disposition d'agents au sein des Ambassades de France

Il s'agit de développer une présence permanente de Mayotte dans les territoires de la zone à travers le réseau des Ambassades de France et de renforcer la connaissance des pays environnants et de leurs acteurs par Mayotte pour mieux identifier les opportunités. Sont prioritaires Madagascar, les Comores, les Seychelles et le Kenya. A cet effet, l'Ambassadeur de France à Madagascar en partenariat avec le Président du Conseil départemental ont lancé l'ouverture du premier bureau de la coopération décentralisée du Département au sein des locaux de l'Ambassade. Ce bureau a été officiellement inauguré le 20 février 2020, en présence du ministre des Affaires étrangères et de l'Europe, Jean-Yves Le Drian.

La représentation non diplomatique de Mayotte

Il s'agit de développer la présence de Mayotte dans les territoires cibles pour l'identification d'opportunités au profit du développement économique et rayonnement culturel de Mayotte au sein de bureaux propres à Mayotte. Sont prioritaires Djibouti (République avec laquelle des conventions régionales existent), le Mozambique et la Tanzanie.

La représentation non diplomatique de Mayotte en mutualisation avec la Région Réunion

Cette mutualisation s'inscrit dans le cadre de la déclaration d'intention de coopération signée le 9 octobre 2019 entre les exécutifs du Conseil départemental de Mayotte et du Conseil régional de la Réunion. Est priorisé l'Afrique du Sud. Les représentations non diplomatiques peuvent bénéficier d'un cofinancement partiel européen.

À terme, un minimum de 9 agents de catégorie A «Bou A» (attachés effectifs administratifs) seront recrutés au sein des représentations.

N°10 MAI-JUIN 2021

La voie du Département

Magazine d'information du Conseil départemental

CHANEL DE MOZAMBIQUE

COOPÉRATION RÉGIONALE

QUAND MAYOTTE RAYONNE

Revue de presse

Environnement

Opération de reprise en main de l'îlot Shisiwa Mtsamboro



À l'initiative de Laïthidine BEN SAÏD, Maire de Mtsamboro, une réunion publique s'est tenue mercredi 18 mai 2022, en présence de Thierry SUQUET, Préfet de Mayotte, Délégué du gouvernement, relative au projet de reprise en main de l'îlot Mtsamboro. Ce plan est porté en commun par le Conservatoire du littoral, propriétaire du foncier de l'îlot, et les gestionnaires de l'îlot Mtsamboro, à savoir, la commune de Mtsamboro et l'association « Agir pour le développement intégré de Mayotte » (ADINM), accompagnés par les services de l'État compétents, sous l'égide du Préfet de Mayotte.

Site naturel remarquable sur un plan paysager et du point de vue de la richesse de sa biodiversité, l'îlot de Mtsamboro constitue aussi un patrimoine unique pour Mayotte. Ce joyau est néanmoins en péril. Il concentre une partie des difficultés que connaît le département : immigration clandestine, occupation du foncier traditionnelle mais non réglementaire, développement non contrôlé des constructions réalisées sans autorisation, privatisation de l'espace public, cultures non appropriées, présence importante de déchets entraînant une pollution terrestre et marine, érosion des sols, destruction de la biodiversité...

Historiquement, l'îlot est une des portes d'entrée de l'immigration clandestine à Mayotte, en particulier sur son versant Est (Mtsanga Mlima et Mtsanga Béléni). Cette situation alimente les pratiques néfastes pour l'îlot : elle accentue la déforestation, les constructions illégales, la pollution et la dégradation de la biodiversité. Cela génère également une insécurité dommageable aux usagers traditionnels de l'îlot et au développement d'un éco-tourisme durable. Ces dernières années, les difficultés d'accès à l'îlot des services de l'État et de la commune se sont traduites par l'implantation de nombreuses constructions réalisées sans autorisation (133 recensées en 2022, dont 47 construites depuis 2020), mais aussi par une

déforestation croissante générant un remplacement des orangers historiques et reconnus de Mtsamboro.

Face à ce constat, le propriétaire, les gestionnaires de l'îlot et le Préfet de Mayotte affirment avec force leur volonté de faire respecter le droit sur cet îlot, afin d'en préserver le patrimoine environnemental et les pratiques agricoles traditionnelles, menacées de disparaître, et de favoriser le développement d'usages respectueux de l'environnement, notamment écotouristiques.

La reprise en main de l'îlot s'articule autour de trois actions, mettant ainsi en œuvre le plan de gestion de l'îlot conclu en 2017 en concertation avec les acteurs du territoire :

Permettre l'accès aux services publics chargés de faire respecter la loi

Afin de faciliter l'accès à l'îlot aux services chargés d'y faire respecter le droit, dans une perspective d'un développement agricole et écotouristique durables, un ponton à pieux sera construit au Sud-Est de l'îlot, seul lieu adapté à l'accueil d'une telle infrastructure, compte tenu de la taille du platier autour de l'îlot. Des corps morts faciliteront aussi l'accès des agriculteurs. Cinq sentiers et quatre farés sont prévus pour faciliter les déplacements des usagers, des agriculteurs et baliser le cheminement des promeneurs. Une étude de faisabilité a été conduite en 2021.

L'étude d'impact environnemental, garante d'une construction respectueuse de l'environnement et de la biodiversité, est en cours

de réalisation. La construction doit intervenir au deuxième semestre 2022.

Reconstruire dans un cadre architectural traditionnel et innovant. Les constructions présentes sur l'îlot ont été réalisées sans droit ni titre, leur développement est anarchique, en nombre et en qualité, génère une privatisation de l'espace public, une économie informelle qui ne profite ni au développement des services à la population, ni à la protection de ses espaces naturels, notamment la prévention liée à la gestion des déchets. Afin de restaurer une architecture traditionnelle, en lien avec l'exploitation agricole, une opération de destruction de la totalité des constructions actuelles sera conduite à partir du 6 juin 2022, dans le cadre de la loi ELAN.

Dans le même temps, la commune, le Conservatoire du littoral et l'ADINM lancent la reconstruction du tobe traditionnel de la plage d'Antakudja dont les usagers des constructions antérieures à 2019 se verront proposer le financement complet de cette reconstruction, à condition que la construction soit liée à l'exploitation agricole durable d'une parcelle.

Ce projet sera coconstruit avec les usagers de l'îlot. Un budget de 300 000 € financé par le Fonds de développement social a été sanctuarisé et confirmé par le Préfet de Mayotte au Maire de Mtsamboro à cet effet et va permettre de mettre en œuvre un projet de tobe écoresponsable et pilote pour un développement harmonieux de Shisiwa Mtsamboro. La reconstruction devrait être engagée dès le deuxième semestre 2022. L'opération de

démolition, préalable à la reconstruction, mobilisera des moyens importants, afin de s'adapter aux contraintes topographiques et géographiques propres à l'îlot.

Accompagner la transition vers des pratiques agricoles durables

Afin de renouer avec la vocation agro-forestière de l'îlot, les agriculteurs y cultivant la terre seront invités à rejoindre une démarche de transformation progressive des pratiques agricoles. Ils seront accompagnés dans la migration douce vers des cultures stabilisantes, enrichissant les sols, leur assurant une meilleure rentabilité économique et un retour des cultures traditionnelles qui firent la renommée de l'îlot et de Mtsamboro.

La replantation d'agrumes et d'essences forestières productives sera encouragée. Il sera ainsi proposé aux agriculteurs la fourniture d'un mélange d'arbres fruitiers qui contribueront avec d'autres essences forestières à recréer un couvert arboré efficace (lutte contre l'érosion et captage de l'eau) et productif.

La réunion publique présidée par le Maire de Mtsamboro et le Préfet de Mayotte visait à exposer le projet global à la population de la commune, à recueillir les points de vue des participants et à répondre aux questions sur chacune des actions. La construction du ponton et la restauration de constructions traditionnelles ont été abordées et les porteurs de ces projets ont pu prendre en compte les remarques des participants. Mais les conditions d'un dialogue citoyen ont été perturbées par quelques personnes, empêchant la majorité de poursuivre la discussion.

Le Maire de Mtsamboro et le Préfet de Mayotte invitent les habitants de la commune désireux de participer à l'avenir de l'îlot à exprimer leur point de vue en mairie par écrit, dans un cahier mis à leur disposition. Des temps de dialogue seront également organisés à l'hôtel de ville (accès au secrétariat général 1er étage) les **mardi 24 et mercredi 25 mai de 15h à 17h**, puis une permanence chaque **vendredi matin de 10h à 12h**.

Ile Maurice



19 mai 2022



Maurice : Le prix de l'essence grimpe encore

C'était attendu avec crainte par les Mauriciens : ils subissent une nouvelle augmentation du prix des carburants depuis ce jeudi matin

C'est une hausse importante : 10%, et c'est la troisième depuis le début de l'année. Le litre de super passe à 74 roupies, soit 1,63€, ce qui est énorme par rapport au pouvoir d'achat moyen dans l'île. L'année dernière à la même époque il coûtait 1 euro. Le diesel est à 1,20 €, contre 0,77 € l'an dernier.

Cette augmentation aura des répercussions sur tous les autres prix à la consommation. Le leader de l'opposition mauricienne Xavier-Luc Duval dénonce un tarif exagéré par rapport au prix d'achat auprès des fournisseurs de carburant, et il prévient que cela risque de déclencher des troubles.

Déjà, fin avril il y avait eu des manifestations de protestation suite à la hausse précédente.



23 mai 2022



La hausse de la facture d'électricité plane sur le pays

Après les carburants, les aliments, les transports, il est question d'augmenter la facture d'électricité produite, pour l'essentiel, grâce au fuel lourd.

Inévitable. Mais quand ? Ce n'est pas une surprise si le gouvernement mauricien interdit les rassemblements de plus de 50 personnes. Avec cette stratégie, sous le prétexte fallacieux d'une possible reprise de l'épidémie de coronavirus, les droits fondamentaux de la population est bafouée alors que les prix ne cessent d'augmenter.

Joe Lesjongard, le ministre des Services publics de l'île Maurice, multiplie les conférences de presse avec un ton rassurant mais la nouvelle grille tarifaire de la Central Electricity Board (CEB) est déjà sur la table. C'est une question de jours. Il est question d'une hausse de 30%.

Ne doutons pas que Lesjongard rappellera si besoin, face au tollé, que lors de la pandémie, que le gouvernement avait permis aux familles les plus démunies une annulation de leurs factures électriques, des remises de 10 à 80% et des rabais de Rs 200.



Océan Indien – Intégrité territoriale : Londres traîne un double boulet avec les Chagos

La FAO, agence spécialisée des Nations unies, décrète que le Royaume-Uni ne peut plus se prévaloir du BIOT pour siéger en tant que Coastal State au sein de la Commission des Thons de l'OI

Le Royaume-Uni se retrouve à la croisée des chemins avec le dossier de l'archipel des Chagos, sur la souveraineté de Maurice bien ancrée. Mais, désormais, Londres traîne un double boulet diplomatique de premier plan. D'abord, les autorités britanniques doivent régler un épineux problème sociopolitique, à savoir une grève de la faim de 42 ressortissants du Sri Lanka, faisant partie d'un groupe de 89, selon toutes probabilités des Tamil Tigers, dont 20 enfants en bas âge.

Depuis octobre de l'année dernière, des militaires de la Royal Navy en patrouille dans les eaux des Chagos avaient ramené des rescapés sur la base militaire de Diego Garcia. Et, depuis, ils ne sont pas parvenus à résoudre ce problème. Puis, **le 6 mai, le Royaume-Uni a subi un sérieux revers avec un legal advice de la Food & Agricultural Organisation (FAO) décrétant que le British Indian Ocean Territory (BIOT) est un concept de revendication territoriale désuet et ne peut justifier le statut de Coastal State au sein de la Commission des Thons de l'océan Indien (CTOI).** Ce développement est intervenu suite à des pressions diplomatiques exercées par Maurice au sein de cette instance régionale depuis plusieurs années déjà.

Dans l'immédiat, Londres doit gérer un problème d'ordre humanitaire aussi bien que politique. Un groupe de 89 Srilankais, dont 20 enfants, sont détenus sur la base de Diego Garcia. Ils avaient été recueillis en mer en octobre de l'année dernière alors que leur embarcation dérivait dans les eaux des Chagos. En principe, ils devaient rallier le Canada pour fuir la persécution dans leur pays d'origine.

Le quotidien britannique The Guardian révélait en fin de semaine que 42 de ces rescapés ont décidé d'entamer une grève de la faim pour alerter l'opinion internationale au sujet de leur sort. « Dozens of Sri Lankan Tamil refugees who have been detained for more than seven months in a military base on an overseas territory claimed by Britain have gone on hunger strike in despair at their plight », écrit le Legal Affairs Correspondent du quotidien britannique, Haroon Siddique.

Se basant sur des informations en possession de Leigh Day Chambers, dont les services sont retenus par les Srilankais pour assurer leurs intérêts, The Guardian fait état des conditions déplorables dans lesquelles ils sont détenus à Diego Garcia. « They are being kept in a tented compound away from the island facilities and are understood to have made clear to the authorities that they are seeking international protection but no steps appear to have been taken to allow individuals to claim asylum », relève le quotidien, qui ajoute qu'au tout début, soit pour les six premières semaines, ils n'avaient pas eu droit de contact avec l'étranger.

La firme de conseils légaux Leigh Day affirme avoir adressé trois correspondances officielles au Foreign Secretary britannique au BIOT Commissioner objectant à toute décision de rapatriement du groupe au Sri Lanka en raison des risques à leur sécurité personnelle. La firme légale ajoute que toute démarche en ce sens sera incompatible aux obligations de Londres sous le droit britannique et international.

La dernière communication transmise officiellement aux autorités britanniques au cours de la semaine écoulée note que « our clients feel increasingly desperate at the conditions they are enduring on Diego Garcia and the lack of any apparent progress towards finding a solution for them. They have been given no information about how, when or where they will be afforded the opportunity to claim international protection, how long they are to be kept on the island, where they might be sent, and/or when (if ever) their conditions might improve. »

Les hommes de loi font également comprendre que « we remind you that the group includes victims of torture and 20 children, many of whom are under the age of 10. The mental state of many of our clients can best be described as utterly despairing. »

Bombe à retardement -Interrogée par The Guardian, Tessa Gregory, partenaire au sein de Leigh Day Chambers, met l'accent sur le fait que « it cannot be right for the UK government to leave this vulnerable group, which includes victims of torture and 20 children, stranded with limited access to communication, no education and without an opportunity to seek international protection. » Elle avance que « understandably the group are getting increasingly desperate and we have serious concerns for their mental and physical well-being. Immediate action is needed to ensure that a durable solution is found without any further delay. »

De son côté, Londres confirme la présence de ces réfugiés du Sri Lanka dans l'archipel des Chagos en soutenant que « we have helped to provide dedicated 24-hours-a-day medical support, as well as temporary healthcare, food and telecoms. » Le porte-parole du gouvernement britannique indique que « the UK government has rescued a number of people in damaged fishing boats since last October and escorted them to the British Indian Ocean Territory. We have been working tirelessly since to find a long-term solution to their current situation. At all times their welfare and safety have been our top priority. »

En sus de ce dilemme d'ordre humanitaire qui dure depuis sept mois déjà, le Royaume-Uni doit faire face à une autre bombe à retardement, toujours sur le dossier des Chagos. La FAO a administré un sérieux revers à Londres en soutenant que la position britannique avec la pancarte de BIOT au sein de la Commission des Thons de l'océan Indien est intenable. Depuis la divulgation de la teneur de ce legal advice en date du 6 mai dernier de la FAO, Maurice accentue la pression pour un retrait britannique en tant que Coastal State en proposant de soutenir toute nouvelle demande d'adhésion en tant que Distant State.

En tout cas, à la conclusion de la 26e session de la Commission des Thons de l'océan Indien en fin de semaine aux Seychelles, le secrétariat de cette instance régionale engagée dans les stocks de thon et la Grande-Bretagne devront revoir leur position pour le prochain rendez-vous du 30 mai.

« From a legal perspective, it would be anomalous to consider the 1995 instrument (to apply the application of the IOTC Agreement to BIOT) as remaining valid simply that it was valid at the time of deposit, bearing in mind that it is inconsistent with the position that the Chagos Archipelago forms an integral part of the territory of Mauritius », affirme le legal adviser de la FAO.

De son côté, Maurice a refusé catégoriquement de souscrire formellement à toute décision conjointement avec le Royaume-Uni au nom du BIOT. « Since the Republic of Mauritius is the only State lawfully entitled to exercise sovereignty and sovereign rights over the Chagos Archipelago and its maritime zones, as the Coastal State, it cannot endorse any recommendation for the inclusion on the IOTC IUU Vessels Lists of vessels reported by the UK (OT) or the United Kingdom purporting to act as the Coastal State in relation to the Chagos Archipelago », déclare Maurice à cet effet.

Après l'Union Postale Universelle, la FAO est devenue la deuxième instance des Nations unies à exécuter la teneur de la Résolution 73/295 de l'Assemblée générale des Nations unies du 22 mai 2019 et du jugement de la Chambre Spéciale du Tribunal international du Droit de la mer du 28 janvier 2021.

Archipel des Chagos
Chagos
Archipelago (en)

L'**archipel des Chagos**^{3,4} est un ensemble de sept atolls situés dans le Nord de l'océan Indien et totalisant cinquante-cinq îles, à 1 174 km au sud de Malé, aux Maldives, et à 1 832 km à l'est de Victoria, aux Seychelles. L'archipel est administré par le Royaume-Uni (Territoire britannique de l'océan Indien) mais revendiqué par Maurice, position soutenue par l'Assemblée générale des Nations unies.

L'archipel était peuplé de Chagossiens⁵ du XVIII^e siècle jusqu'à leur lente expulsion entre 1966 et 1973, époque de la construction d'une base militaire américaine sur Diego Garcia, sa plus grande île, et de sa protection en tant que réserve naturelle et site Ramsar (pour la partie orientale de Diego Garcia). La seule île habitée de l'archipel est aujourd'hui Diego Garcia, qui accueille des militaires américains, des fonctionnaires britanniques et des travailleurs sous contrat.

Union des Comores

Al-watwan

Le premier journal des Comores

20 mai 2022



Fst-Expertise France : une conférence sur le développement aromatique de la vanille

À l'occasion de la conférence tenue à la faculté des sciences et techniques en collaboration avec le chef du projet Afidev Eric Force, le doyen Dr Soule Hamidou Hamada a émis le souhait d'ouvrir "un master en Agriculture à la prochaine rentrée universitaire".

La faculté des sciences et techniques (Fst), sise à la Corniche a, en collaboration avec Expertise France, organisé une conférence portant sur le développement aromatique de la vanille. Animée par Éric Odoux, cette conférence avait comme objectif phare de sensibiliser les étudiants de la licence 3 sur la transformation des produits de rente notamment la vanille et les pousser à s'intéresser à toutes les connaissances en la matière.

Le doyen souhaite mieux préparer la faculté à se familiariser à de types d'activités en prélude à l'ouverture prochaine d'une formation professionnalisant propre. "Puisque nous souhaitons ouvrir un master professionnel en Agriculture et produits de rente à la prochaine rentrée universitaire pour nous aligner aux objectifs du projet appui aux filières d'exportation et au développement rural (Afidev) et donc de contribuer au plan Comores émergent", a expliqué Dr Soule Hamidou Hamada.

Il fera savoir aux étudiants que le projet Afidev contribuera à "redonner à l'agriculture comorienne ses lettres de noblesse et à la repositionner comme étant un secteur attractif, prometteur et générateur d'emplois pour les jeunes et les femmes".

Un master en agriculture à la prochaine rentrée universitaire

Le chef du projet Afidev, Eric Force, a expliqué qu'étant des partenaires de l'Union des Comores, "leur rôle est d'appuyer les autorités comoriennes et les acteurs économiques dans leur politique et leur stratégie de valorisation des produits comme la vanille, un des produits phares de l'agriculture comorienne", car, "la vanille comorienne est très connue pour être la meilleure vanille au monde. C'est ainsi, que nous soutenons la compétitivité de la vanille sur le plan international face aux autres pays".

La faculté des sciences et techniques fait face, comme tous les autres sites universitaires, à un problème de capacité d'accueil. L'administration du site prévoit-elle de construire des salles pour accueillir les étudiants souhaitant s'inscrire en master au moment où les étudiants du département Sciences de la vie doivent attendre que ceux du département de science de la terre terminent leurs cours avant de commencer leurs siens ?

Depuis le passage du cyclone Kenneth, des étudiants de la deuxième année poursuivent leurs cours dans une salle au lycée Said Mohamed Cheikh. Personne ne sait à quand ces étudiants retrouveront leurs salles de classes à la faculté



Campagne de vaccination des adolescents : le coup d'envoi donné hier à Fomboni

Le mot de bienvenue a été prononcé par le maire de la commune de Fomboni. Une jeune reporteuse a pris la première dose du vaccin Pfizer avant d'appeler ses pairs à faire autant. "J'aime mon pays, je protège ma famille et mon entourage, je me fais vacciner", dira-t-elle. Le coordinateur insulaire de la riposte contre la Covid-19, docteur Abdoulanziz Hassanali a fait un historique sur la période noire vécue par les habitants de Mwali.

La campagne de vaccination des enfants âgés de 12 à 17 ans a été lancée officiellement dimanche 15 mai 2022 à la salle multifonctionnelle de Fomboni en présence des autorités nationales et insulaires, des notables, cadres et jeunes. Le mot de bienvenue a été prononcé par le maire de la commune de Fomboni.

Une jeune reporteuse a pris la première dose du vaccin Pfizer avant d'appeler ses pairs à faire autant. "J'aime mon pays, je protège ma famille et mon entourage, je me fais vacciner", dira-t-elle. Le coordinateur insulaire de la riposte contre la Covid-19, docteur Abdoulanziz Hassanali est revenu sur la période noire vécue par les habitants de Mwali, appelant les parents à donner l'autorisation pour que leurs enfants soient vaccinés "pour un avenir meilleur de notre pays".

113.000 enfants à vacciner, 8.200 à Mwali

La campagne de vaccination aux Comores a démarré depuis avril 2021. A ce jour, 301.218 personnes ont été vaccinées au niveau national et 24.000 personnes à Mwali soit 44%.

"Le pays se fixe comme objectif d'atteindre une immunité collective en vue de protéger la population, en faisant un taux de vaccination de 60%. Comme on ne peut pas atteindre ce pourcentage avec Les adultes seulement, nous avons prévu de vacciner les adolescents de 12 à 17 ans. Il est prévu donc de vacciner 113.000 enfants aux Comores dont 8 200 à Mwali, pour atteindre ce pourcentage", a expliqué le coordinateur insulaire de la riposte contre la Covid-19.

Docteur Abdoulanziz a enfin émis deux doléances auprès du gouvernement comorien : procéder au recrutement des jeunes docteurs et infirmiers qui ont tant apporté dans la lutte contre la pandémie. Le médecin a aussi sollicité la spécialisation des corps médicaux comoriens, face au manque de spécialistes dans le pays.

Pour le ministre premier, Bianrifi Tarmidhi, représentant le chef de l'Etat, la participation des membres du gouvernement "témoigne de l'intérêt qu'ils accordent à la lutte que nous menons, nos gouvernements et la population contre la crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19 et ses corolaires".

Le ministre a insisté sur "les efforts du chef de l'Etat appuyé par son gouvernement à travers la mobilisation des ressources financières, matérielles et avec la collaboration des partenaires au développement et les organisations spécialisées".

Bianrifi Tarmidhi a rappelé que le gouvernement s'est mobilisé très tôt dans la sensibilisation en faveur de la vaccination contre la Covid-19. "Et les Comores font partie des dix pays africains les mieux vaccinés". Bianrifi Tarmidhi a insisté sur le taux de couverture vaccinale des pays africains "qui est de 19% pendant que celui des Comores est de 37%" de sa population totale. Il ajoutera que "nous avons décidé de démarrer cette vaccination à Mwali car c'est l'île modèle dont la riposte contre la Covid-19 y compris la vaccination contre la pandémie a un connu une particularité".

Seychelles



20 mai 2022



Les Nations Unies se réunissent aux Seychelles pour discuter des priorités nationales et du développement

M. Radegonde, qui dirigeait les pourparlers pour les Seychelles, a déclaré que "le changement climatique nous préoccupe particulièrement.

Les ministres des Seychelles et une équipe de pays des **Nations Unies** (UNCT) ont discuté jeudi des questions de priorités dans les différents secteurs du gouvernement lors d'un dialogue politique multisectoriel.

Le dialogue fait partie d'une retraite stratégique de l'équipe de pays des **Nations Unies** qui se déroule aux Seychelles du 18 au 20 mai. Il couvrait cinq domaines thématiques clés ; économie transformatrice, environnement, durabilité et **changement climatique**, droits de l'homme, ordre public, santé et affaires sociales, et éducation et culture.

Le ministre des Affaires étrangères et du Tourisme des Seychelles, Sylvestre Radegonde, a déclaré qu'"en tant que petit État insulaire en développement, les Seychelles doivent suivre le rythme des nouvelles exigences émergentes, des crises et des menaces mondiales".

M.Radegonde, qui dirigeait les pourparlers pour la nation insulaire, a déclaré que "nous sommes particulièrement préoccupés par le changement climatique. Cette question revêt une urgence supplémentaire dans le contexte de la guerre en Ukraine".

Le ministre a également décrit un indice de vulnérabilité multidimensionnelle (MVI) comme un autre point d'importance vitale pour le pays. Il a ajouté que les Seychelles ont et resteront toujours un ardent défenseur du MVI, qui comprend des indicateurs pertinents pour les vulnérabilités uniques des petits États insulaires en développement (PEID).

M. Radegonde a déclaré que "c'est essentiel pour permettre une évaluation équitable du soutien qui nous est fourni et l'accès à un financement concessionnel. Trop souvent, nous perdons des opportunités précieuses en raison de notre statut supposé de revenu élevé et cela doit changer maintenant plus que jamais."

Des progrès dans ce domaine sont en cours, car un MVI spécifique aux PEID est en cours d'élaboration sous la responsabilité de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) mandatée par le Secrétaire général des Nations Unies.



Le dialogue fait partie d'une retraite stratégique de l'équipe de pays des **Nations Unies** qui se déroule aux Seychelles du 18 au 20 mai.

La coordinatrice régionale des **Nations Unies**, Christine Umtoni, a déclaré que cet engagement "nous permettra d'entendre les Seychelles alors que l'ONU réfléchit à un nouveau cadre de coopération pour comprendre les défis auxquels le pays est confronté".

Elle a déclaré que dans ce dialogue stratégique « nous espérons que nous bénéficierons de l'écoute des plus hautes autorités de l'ONU et que notre évaluation de la situation se fera de manière collaborative et qu'on nous donnera une vision claire. En tant qu'ONU, nous sommes censés accompagner les priorités nationales.

Le dialogue politique entre le gouvernement et l'ONU permettra au gouvernement de s'engager avec l'équipe de pays des **Nations Unies** pour indiquer les priorités des Seychelles pour développer le prochain cadre de partenariat stratégique (SPF) conformément aux stratégies nationales de développement (NDS).

Cela se fera par l'intermédiaire du bureau du coordonnateur résident des **Nations Unies** qui a ouvert ses portes dans la nation insulaire en novembre de l'année dernière.

Les Seychelles se préparent pour leur prochaine stratégie de développement national, une stratégie qui aidera le pays à aller au-delà de la phase de récupération de la pandémie de COVID-19 et davantage vers le renforcement de la résilience pour l'avenir.

La stratégie de développement sera le principal guide dans la préparation du prochain cadre de partenariat stratégique entre l'ONU et les Seychelles.

"Nous espérons que le prochain SPF répondra aux chocs externes comme la pandémie de COVID-19 et prévoira un système de secours au cas où le pays serait confronté à une nouvelle crise socio-économique", a déclaré M. Radegonde.



19 mai 2022



Pêche aux poulpes : l'expertise rodriguaise

C'est un exemple de coopération régionale en matière de pêche : l'expertise des pêcheurs de Rodrigues pourrait être mise en œuvre aux Seychelles

L'administration des pêches aux Seychelles a pris l'initiative de lancer une étude sur les poulpes qui peuplent les récifs de l'archipel.

- Quelles sont les différentes espèces ?
- Quel est leur mode de reproduction ?
- Et surtout quelles sont les techniques pour préserver cette ressource ?

Les ateliers sont financés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Les organisateurs ont naturellement fait appel aux pêcheurs rodriguais qui sont probablement les meilleurs spécialistes dans l'Océan Indien.

C'est une des productions majeures de Rodrigues qui exporte le poulpe séché. On en voit pendus à des cordes à linge tout autour de l'île Rodrigues.

Les Seychelles n'ont pas encore mis en place le système de rotation saisonnière, interdisant la pêche pendant un certain temps, laissant le temps aux poulpes de se reproduire, alors que ce procédé est déjà mis en pratique dans de nombreuses îles de la région.



Les grands moments du Carrefour – 2003

De 12° à 25°6' Sud
de 43°2' à 50°5' Est

La Lettre de Madagascar®

Lettre bi-mensuelle
d'informations

24 novembre 2003

N° 00 bis

est diffusée en
anglais et en français.

Dans ce numéro :

Investissement

Investissements : Etude
environnementale
indispensable
Nickel et Cobalt :
Un gisement exploitable
pendant 20 ans
Création d'entreprises p. 2

Appels d'offres

Matériels de télécom
200.000 Traverses en béton
neuves p. 3

Economie

Le FIV,MPA,MA relance
les PME-PMI
Lutte contre la corruption : les
jeunes patrons s'engagent
Situation macro-économique
en 2003 p. 4

Relations extérieures

Délégation normande de
passage à Mada :
10 contrats signés
La Maison de France
Les Amis du Monde
Diplomatique
Business to Business p. 5

Vie des entreprises

Air Madagascar : 450.000
passagers en 2003
Ilémite : un nouveau port
pour la relance d'un... vieux
serpent de mer ?
Telma : fibre optique ? p. 6

Investissements

Produits et matériels
détaxés (1re partie) p. 7

Société

La faune et la flore malgaches
sur BBC
Médiascopie
Nominations et
abrogations p. 8

Visitez notre site Internet

www.intelligence-madagascar.com

Accor enfin à Madagascar

A l'occasion d'un séjour marathon de 36 heures à Madagascar, **M. Gérard Pélisson** a répondu présent pour participer au repas de travail mensuel de l'association "Le Carrefour de l'Entrepreneur Français", présidé par **M. Xavier Desplanques**, qui est aussi élu au Conseil Supérieur des Français de l'Etranger (CSFE), ce 21 novembre 2004. M. Pélisson est président de l'Union des Français de l'Etranger (UFE), au niveau mondial et président du Comité des Investisseurs en Afrique Noire (CIAN), entre autres activités. Il était d'ailleurs accompagné du président délégué du CIAN, **M. Jean-Louis Castelneau**. Cette délégation est venue grâce au travail opiniâtre de l'ambassadeur de Madagascar à Paris, **M. Jean-Pierre Razafy Andriamihango**. Nous reparlerons de son action dans une prochaine édition.

M. Gérard Pélisson, jeune septuagénaire dynamique, a une carrière d'une richesse étonnante à son actif. Nous retiendrons pour ce N° qu'il est le co-fondateur avec **Paul Dubrule** en 1963, de la chaîne Novotel, avec leur premier hôtel à Lille, devenu le **Groupe Accor** depuis 1983. Le **Groupe Accor** représente 3.900 hôtels dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards d'Euros.

L'objet de sa présence à Madagascar est l'implantation des premiers maillons de sa chaîne. En effet, en juin 2004 sera posée la première pierre d'un **Novotel**, avenue de l'Indépendance, à Antananarivo. Celui-ci sera suivi par des unités **Ibis** et il prévoit de réaliser 3, puis 5 hôtels dans notre pays au cours des 2 années à venir, puis 7 et plus ensuite, espérons-le.

C'est une excellente nouvelle pour Madagascar de recevoir ce fleuron du tourisme mondial et M. Pélisson a fait part des conditions nécessaires à remplir pour réussir dans cette industrie, la première mondiale, qui représente 10% de l'économie de la planète : coût du transport aérien, Infrastructures (routes, aéroports, sécurité, réceptifs de formation, sécurité, environnement, tant écologique que social...). Il a conclu en précisant que la formation sera une priorité pour Accor.

Il a rencontré le Président du Sénat, un certain nombre de ministres, opérateurs économiques et personnalités et enfin, le Président de la République, **M. Marc Ravalomanana**, avant de quitter Madagascar.

De g. à dr. : M. Jean-Louis Castelneau, M. Gérard Pélisson, M. Xavier Desplanques et l'ambassadeur de Madagascar à Paris, M. Jean-Pierre Razafy Andriamihango

N° 00 bis - 24 novembre 2003

www.intelligence-madagascar.com

1

Afrique et Océan Indien

outremers 360°
by Luc Laventure



18 mai 2022

CMA CGM va entrer au capital d'Air France-KLM, partenariat annoncé dans le fret aérien

L'armateur CMA CGM va entrer au capital d'Air France-KLM dans le cadre d'un "partenariat stratégique" qui verra les deux entreprises exploiter en commun leurs capacités de fret aérien, un secteur en pleine expansion, ont-elles annoncé mercredi.

CMA CGM, qui a multiplié les acquisitions ces derniers mois dans la logistique au-delà du transport maritime, son cœur de métier initial, pourrait à terme contrôler jusqu'à 9% du capital du groupe aérien franco-néerlandais. « Cet investissement pourrait intervenir à l'occasion de l'augmentation de capital d'Air France-KLM telle qu'envisagée dans l'annonce faite le 17 février », ont précisé les deux sociétés dans un communiqué commun.

Sorti très endetté de la pandémie de Covid-19 qui lui a fait perdre 11 milliards d'euros depuis début 2020, Air France-KLM avait indiqué, lors de ses résultats annuels voici trois mois, être prêt à lancer une nouvelle opération de recapitalisation, la seconde après celle d'avril 2021, et pouvant atteindre elle aussi jusqu'à 4 milliards d'euros. Parmi les pistes envisagées figurait une augmentation de capital pour laquelle seraient prioritaires les actionnaires actuels, dont l'Etat français qui détient actuellement 28,6% des parts après être venu à la rescousse du groupe.

Aucun détail supplémentaire n'a été fourni mercredi sur l'échéance de cette nouvelle opération, ni sur le montant de l'investissement prévu de CMA CGM. « Les principaux actionnaires d'Air France-KLM soutiendront une résolution pour la nomination d'un représentant de CMA CGM au conseil d'administration » du groupe aérien, lors de son assemblée générale des actionnaires prévue mardi prochain, ont souligné les entreprises. « Cette nomination, si elle est approuvée par l'assemblée générale, serait soumise à la réalisation de l'investissement de CMA CGM », selon la même source.

Cet accord va permettre « d'accélérer significativement le développement de notre division aérienne, CMA CGM Air Cargo, créée il y a à peine plus d'un an, et de positionner nos deux entreprises parmi les principaux acteurs mondiaux du fret aérien », s'est félicité le PDG de CMA CGM, Rodolphe Saadé, cité dans le communiqué.

Le partenariat stratégique annoncé aujourd'hui avec Air France accélère le développement de notre division aérienne, Air Cargo, créée il y a à peine plus d'un an, et positionne nos deux entreprises parmi les principaux acteurs mondiaux du fret aérien.

De son côté, le directeur général d'Air France-KLM, Benjamin Smith, a salué la décision des dirigeants de CMA CGM d'investir dans son entreprise, « témoignant ainsi de leur confiance dans le succès futur de notre groupe ».

Le Point Afrique

12 mai 2022



« La France a cherché à faire du partenariat, elle a produit de la friction »

ENTRETIEN. La France est de plus en plus bousculée en Afrique. Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Ifrji, nous explique pourquoi.

Pour Élie Tenenbaum, « il y a une divergence de priorités stratégiques avec des acteurs locaux qui peuvent être très opportunistes : un accord local avec les djihadistes peut être parfois moins inquiétant pour eux qu'une réforme du

système électoral ou constitutionnel ». **La France doit regarder en face son déclin en Afrique et même le risque d'une « éviction » si elle ne repense pas complètement sa stratégie globale au Sahel et en Afrique de l'Ouest en général**, estime, lundi, le chercheur Élie Tenenbaum. À la veille de la publication mardi d'un rapport sur le sujet de l'Institut français des relations internationales (Ifri), son directeur du Centre des études de sécurité dresse pour l'AFP un constat difficile pour Paris, mais dont doit émerger, selon lui, de nouvelles solutions pour éviter un effondrement de son influence dans la région.

Didier Lauras : Vous évoquez une « contre-performance stratégique » de la France au Sahel. Pourquoi ? Élie Tenenbaum : On a une dynamique stratégique qui produit le contraire de ce qu'elle était censée produire. Elle a cherché à faire du partenariat, elle a produit de la friction, notamment avec le Mali. Elle a cherché à endiguer la dégradation sécuritaire, elle n'y est pas parvenue. Elle a cherché à préserver les intérêts de la France et on a [...] un sentiment antifrançais exacerbé.

La France a-t-elle négligé les ambitions russes, turques, chinoises en Afrique ? On s'est focalisé essentiellement sur la lutte contre le terrorisme, qui a pris une place déterminante, presque aveuglante. Il y a une divergence de priorités stratégiques avec des acteurs locaux qui peuvent être très opportunistes : un accord local avec les djihadistes peut être parfois moins inquiétant pour eux qu'une réforme du système électoral ou constitutionnel.

Par ailleurs, la conditionnalité démocratique nous met en porte-à-faux avec des régimes qui sont en plein recul sur ce point et n'hésitent pas à faire valoir la concurrence avec des compétiteurs qui, eux, ne conditionnent leur soutien à aucun critère intérieur. C'est l'offre russe et il y en a d'autres pas loin (Chine, Turquie, NDLR).

C'est là qu'on touche du doigt la fameuse contre-performance ? L'opération militaire (Barkhane, NDLR) n'a pas démerité. Le but affiché était de maintenir la pression sur les groupes terroristes et de développer des partenariats avec les armées locales – d'une façon générale, cela s'est fait. Mais d'autres aspects n'ont pas fonctionné : le retour de l'État au Nord Mali, le choix d'accompagner un processus de paix dont on savait qu'il était vicié et la préservation des intérêts stratégiques français qui n'ont, bizarrement, jamais figuré dans les objectifs officiels. On a aussi eu ces dernières décennies beaucoup d'hésitations, de changements de pied, qui ont créé de la méfiance chez nos partenaires.

Comment inverser la dégradation de l'image de la France en Afrique ? Ce ne sera pas facile. Il faut réduire la visibilité de l'action militaire française qui agit comme un irritant pour les sociétés africaines.

Nous proposons de revenir à une logique de présence, avec un personnel militaire déployé pour longtemps, et non cette logique d'opérations extérieures qui crée une pression politique pour du résultat, déphasée avec l'agenda du partenaire. Ensuite, il faut davantage assumer les intérêts politiques et économiques français pour désamorcer le discours conspirationniste. Ces intérêts existent, ils ne sont pas forcément mirobolants, mais il faut les objectiver. Et pour autant, il ne faut pas oublier que l'offre de valeurs qui est la nôtre est importante.

On ne va pas se mettre à faire ce que font les Russes. Donc, il faut une plus grande sélectivité dans le choix des partenaires [...] et entrer dans une logique d'appui : au renseignement, en logistique, au feu aérien, voire à l'artillerie. Ce qu'on a fait, par exemple, avec les Irakiens ou ce qu'on fait, sans l'appui feu, avec les Ukrainiens.

Vous proposez aussi un commandement militaire intégré sur l'Afrique, à l'image de l'Africom américain, en quoi cela consiste-t-il ? On constate un mille-feuille bureaucratique qui nuit à l'efficacité et au lien avec les partenaires et sur lequel se greffent plusieurs opérations militaires, à chaque fois avec des commandements différents. Créons un commandement unifié, qui va de la formation jusqu'à l'appui opérationnel sous une même vision. Cela aurait l'avantage de donner un numéro de téléphone unique à la stratégie française en Afrique. L'idée est aussi de dégager des marges de manœuvre pour de nouveaux enjeux en Europe et en Indopacifique. On est à la fin d'un cycle. [...] Si on continue sur la même lancée, il y a des risques d'éviction stratégique forts de la France d'espaces importants et d'intérêts majeurs.

